



**Balade musicale le samedi 28 septembre 2024
à Isle-Aumont**

**Soirée « Exil » le 18 octobre 2024 à 14h30 et 20 h
À Saint Parres aux Tertres**

En partenariat avec l'association Pierre Chaussin

Projection du film « Le pacte d'Adriana »

avec la présence de Verónica Estay Stange

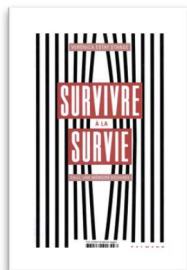


Verónica Estay Stange

Fille d'exilés politiques chiliens, Verónica n'a jamais connu la répression ou la torture, pourtant elle les ressent jusque dans sa chair. Elle n'a pas grandi dans son pays, pourtant il lui manque cruellement. Condamnée à vivre des émotions par rebond, nostalgique d'un passé qu'elle n'a pas vécu, c'est une exilée de l'exil. Fille de victimes, elle est aussi la nièce d'un des bourreaux et traîtres les plus connus de la répression chilienne, Miguel Estay, dit El Fanta. Comment réconcilier ces deux hérités ?

Dans un essai qui conjugue harmonieusement récit personnel et réflexions, Verónica Estay Stange s'interroge : comment l'héritage de la mémoire affecte ceux qui en sont les dépositaires ? Elle tente de se réapproprier son passé dans une quête passionnante, parfois drôle, souvent émouvante.

Verónica est actuellement Maître de Conférences à Sciences Po Paris

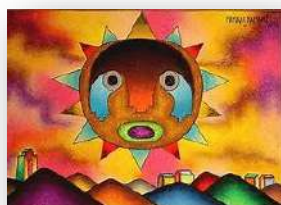


Verónica est actuellement Maître de Conférences à Sciences Po Paris



Roberto Mamani Mamani

est un artiste bolivien de l'ethnie Aymara, né le 6 décembre 1962 à Cochabamba. Son œuvre est significative par l'utilisation des traditions et symboles des indigènes Aymaras. Il a réalisé des expositions dans le monde entier, notamment à Washington, Tokyo, Munich et Londres.



**Exposition au Centre Culturel de La Chapelle St-Luc
du 11 octobre au 15 novembre 2024**



Édito



S

i les rendez-vous musicaux du mois d'avril nous ont enchantés au sens littéral (lors de la peña notamment), la conférence de Samuel Bravo sur la situation au Venezuela nous a sidérés ainsi que vous le lirez dans ce numéro de Noticias. L'espoir est-il permis pour les prochaines élections du 28 juillet dans ce riche pays accablé par la pauvreté ?

Mais l'occasion de revenir sur ce sujet et d'échanger sur bien d'autres thèmes nous sera donnée dès le 28 septembre avec de nombreuses rencontres prévues pour fêter les 40 ans de l'association ! Voici quelques temps forts en avant-première sur cette page, un programme complet vous sera adressé après l'été que nous vous souhaitons serein et apaisant !

Caroline

Documentaire présenté par sa réalisatrice

Julia Blagny

Le 14 octobre 2024 à 20 h

au Centre Culturel de La Chapelle St-Luc



Positionné sur le problème de l'eau en Bolivie, ce documentaire est une allégorie qui replace chaque individu dans une problématique universelle où il acquiert des clés pour agir...

Prix « Ojo boliviano » au Festival Internacional de Cine de los Derechos Humanos (Bolivie). "Prix spécial du jury" au Festival Internacional de Cine Politico (Argentine). Grand Prix du Green Monténégro Film Festival 2022.

Présentation en partenariat avec Ecol'Aube, Aube Durable et AQUAE

Les peintures de Roberto Mamani Mamani, très colorées et au dessin stylisé, puisent dans son héritage aymara, et représentent, entre autres thèmes des images de mères indigènes, de condors, de soleils et de lunes. Le peintre emploie les couleurs fortes, chatoyantes, que l'on trouve dans les couvertures artisanales traditionnelles, encore largement utilisés par les populations autochtones de l'Altiplano bolivien. L'utilisation de symboles indigènes est particulièrement importante dans le contexte de l'Amérique du Sud où les cultures autochtones ont été considérées comme inférieures à la culture européenne.

Le 22 mai dernier, INCA accueillait **Samuel Bravo**, artiste franco-vénézuélien que nous avons connu en 2000 alors qu'il créait l'association CRISOL, une structure d'éducation populaire que nous avons soutenue quelque temps.

Mais l'art n'est plus une priorité aujourd'hui au Venezuela; c'est le militant très engagé que nous avons écouté le temps d'une conférence passionnante avec une description apocalyptique de ce qu'endurent les habitants de ce pays, et de l'action qu'il mène pour essayer d'enrayer cette spirale descendante.

Nous lui donnons la parole dans ce numéro de Noticias, notamment au travers de sa newsletter « Noticiero Machete » et de son article sur la préparation des élections présidentielles qui doivent avoir lieu à la fin de ce mois de juillet 2024.



Le programme **Machete** est un journal hebdomadaire né à Caracas (Venezuela), pays frappé par une crise sans précédent et par une situation **d'urgence humanitaire**, qui se caractérise par une pauvreté généralisée (touchant plus de 80% de la population), par un exode massif de presque huit millions de vénézuéliennes en dehors des frontières de leur pays (pour une population totale d'environ trente millions d'habitants), par un salaire minimum de 3,5 dollars par mois et par la destruction de l'appareil productif ainsi que des services publics, en particulier de la santé et de l'éducation.

Le programme *Machete* constitue une réponse face à ce processus d'appauvrissement généralisé, d'exode massif et de restriction de plus en plus sévère des libertés les plus élémentaires. En effet, notre crise est non seulement économique et matérielle mais elle se caractérise en plus par une **désinstitutionnalisation de l'Etat et par une perte totale de l'état de droit**. Actuellement, les vénézuéliens et vénézuéliennes ont perdu leurs droits démocratiques et constitutionnels les plus élémentaires, comme le droit à la vie, à un salaire digne, à la santé, à l'éducation, à la liberté d'association, à élire et à être élu(e), entre autres.

Le droit à la liberté d'expression, à la communication, à informer et être informé.e, en particulier, devient

de plus en plus difficile à exercer. C'est pour cette raison que notre programme *Machete*, ainsi que toutes les voix et les moyens de communication alternatifs et indépendants sont tellement importants aujourd'hui au Venezuela, où ont été fermées presque trois cents stations de radio dans les derniers vingt ans. Notre journal met l'accent tout particulièrement sur la défense des droits humains, un sujet très sensible et particulièrement censuré dans notre pays.

D'où venons-nous ?

Machete est le produit d'une longue expérience, de la part de l'équipe qui l'anime, dans les domaines de l'éducation populaire, du travail social et de la communication indépendante: en effet, l'association Crisol et la coopérative culturelle Toromayma, desquelles surgissent notre programme, ont encouragé, pendant plus de vingt ans, une grande quantité d'initiatives dans différentes disciplines et domaines d'action: réalisation de fresques, mise en place d'ateliers artistiques, soutien aux processus d'organisation des habitants des quartiers défavorisés, production de programmes de radio et participation à des plans pédagogiques dans différentes régions du Venezuela, en particulier à Caracas.



Quels sont nos alliés et nos principales sources d'informations ?

Notre premier programme *Machete* a été publié le 8 mai 2022 sur la chaîne Youtube *Machete La Pastora*, qui reprend le nom du secteur de Caracas dans lequel nous avons le plus d'ancrage social comme activistes. Depuis lors, nous avons publié plus de cent programmes qui ont été diffusés à travers le site internet **Punto de Corte** et la radio indépendante colombienne **Urdimbre Radio 100.6 FM**, en plus de la diffusion sur notre chaîne Youtube.

Par ailleurs, nos principales sources d'information, qui constituent également nos alliés.ées (puisque nous coïncidons quotidiennement dans l'action sociale et revendicative pour nos droits humains fondamentaux) sont les suivantes: le groupe communicationnel *Punto de Corte* (qui non seulement diffuse nos journaux mais, en plus, représente notre source principale d'information), le site d'actualité *Contrapunto*, le Programme Vénézuélien d'Education-Action en Droits Humains (PROVEA), le Mouvement *Unidos por el Agua y los Derechos Humanos* (présent dans l'état de Lara à l'ouest du pays), l'ONG *Hombres por la Equidad e Igualdad*, le *Frente Norte de Caracas*, la coopérative culturelle *Toromayma*, le Comité National de Conflit, l'Observatoire d'Ecologie Politique (OEP) et le Mouvement *Consenso*.

Quelles sont nos nécessités les plus immédiates ?

Pour une petite structure comme la nôtre, et par rapport aux risques que représente aujourd'hui défendre les droits humains au Venezuela, nous considérons la **diffusion** comme l'une de nos priorités. Ceci implique être le plus présents possible sur les Réseaux Sociaux, seul moyen au Venezuela de faire passer l'information. Une présence permanente sur les Réseaux Sociaux permet actuellement à n'importe quelle personne ou organisation d'avoir une influence sur l'opinion publique et, de cette manière, d'avoir l'occasion de contribuer au progrès nécessaire de notre société, si affectée par la crise que nous traversons. Par conséquent, il est indispensable de consacrer une partie fondamentale de notre budget à la rémunération d'une personne qui gère nos réseaux sociaux.

Par ailleurs, le travail de **post-production**, c'est-à-dire de montage, est également central pour donner plus de projection et de visibilité à nos programmes, particulièrement sur Youtube, Instagram et Tik Tok. La rémunération d'un monteur ou d'une monteuse professionnelle nous permettrait de beaucoup élargir notre public.

Finalement, l'achat de **nouveaux équipements technologiques** nous permettrait d'améliorer la qualité de nos programmes et de nos produits et, de cette manière, d'avoir une plus grande portée communicationnelle. Nous pensons investir, en particulier, à court terme, dans l'achat d'un ordinateur plus performant que celui que nous utilisons actuellement, de micros et de supports de stockage (principalement de disques durs).

Finalement, nous devons répéter, une fois de plus, que, pour défendre nos droits, *Machete* continuera d'informer, de communiquer et de prôner aux quatre vents la liberté, la solidarité et la justice sociale... ●



Période pré-électorale au Venezuela: entre abus de pouvoir, persécution politique et espoir de changement.

Le Venezuela, pays le plus septentrional de l'Amérique du Sud, vit actuellement sans doute l'un des moments les plus tendus de son histoire contemporaine. Dominé par vingt cinq ans de gouvernements chavistes (du nom de son «líder máximo», Hugo Chávez, président de la République Bolivarienne du Venezuela de 1999 à 2013, année de son décès), ce pays d'une trentaine de millions d'habitants aux réserves de pétrole colossales, se prépare à vivre des élections présidentielles anticipées qui risquent de mettre fin au règne sans partage du «socialisme du XXI^{ème} siècle».

En effet, l'actuel gouvernement, en place depuis 2013 et présidé par Nicolás Maduro, est sans doute le plus impopulaire des six dernières

liques de «Miraflor» (nom du palais présidentiel) mais semble actuellement trop risquée, car cette folle décision risquerait de déboucher sur une explosion sociale aux conséquences incalculables. La deuxième est donc celle qui a été choisie par le parti au pouvoir. Effectivement, le gouvernement multiplie, de manière éhontée, les actes illégaux et inconstitutionnels depuis des mois: illégalisation de partis politiques, inéligibilité de candidats et de candidates, multiplication des difficultés pour les jeunes électeurs et la diaspora de s'inscrire dans le Registre électoral, modification permanente de la répartition des électeurs dans les différents centres électoraux au niveau national, changements incessants des règles du jeu électoral, persécution politique contre les opposants du régime, achat et fabrication de candidats d'opposition donnant une apparence démocratique au système électoral, subordination du Conseil National Électoral aux



la crise sans précédent que vit le peuple vénézuélien a lancé des millions d'habitants de ce pays sur les routes de l'exode.

décisions du parti au pouvoir, barrages de routes pour éviter la mobilisation des candidats d'opposition et de leurs équipes, harcèlement des autorités contre tout commerce qui ouvre ses portes pour accueillir ces derniers, etc. Tous les coups bas sont permis.

C'est dans ce contexte que la persécution s'intensifie depuis le début de l'année au Venezuela, en particulier contre les dirigeants de l'opposition, en particulier les plus jeunes, mais aussi contre les défenseurs des droits de l'homme, les dirigeants syndicaux et les journalistes. Les cas les plus notoires dernièrement sont celui de la directrice de l'Organisation de Défense de Droits Humains «Control Ciudadano», Rocío San Miguel, arrêtée illégalement le 9 février dernier en même temps que cinq membres de sa famille, dont sa fille âgée de 23 ans; celui du journaliste et activiste social Carlos Julio Rojas le 15 avril dernier; celui des principaux dirigeants du principal parti d'opposition «Vente Venezuela», dont la Secrétaire

Politique Dinorah Hernández, le 20 mars dernier; et celui de Jean-carlos Rivas, jeune dirigeant du parti «Voluntad Popular», âgé d'à peine 19 ans et étudiant en journalisme. Le dénominateur commun de toutes ces arrestations: accusation de terrorisme et d'incitation à la haine sociale. Ces cas s'ajoutent à une liste de presque trois cent prisonniers politiques et de plus de 9000 personnes victimes de procès judiciaires pour raisons politiques.

Pourtant, l'espoir d'un changement ne fait que grandir au sein d'une énorme majorité de la population. Pour la première fois en 25 ans, l'opposition s'est mise d'accord sur une candidature majoritaire et consensuelle: celle du diplomate de carrière Edmundo González

Urrutia, soutenu par la figure la plus populaire de l'opposition, María Corina Machado, ingénieure de tendance libérale qui a remporté de manière écrasante les élections primaires de l'opposition le 22 octobre 2023 et rendue inéligible par le régime. Le duo «Edmundo» et «María Corina», soutenu non seulement par une immense majorité des Vénézuéliens mais aussi par la plupart des partis politiques, toutes tendances confondues, remporterait largement les élections le prochain 28 juillet, si le régime de Maduro respectait les règles. Les sondages les plus conservateurs donnent gagnant le dirigeant de l'opposition avec au moins 20 points d'avance sur l'actuel président. Mais le parti au gouvernement, qui concentre tous les pouvoirs sans exception, menace de jouer une dernière carte pour tenter de liquider l'opposition: illéga-

liser le principal parti qui soutient Edmundo quelques jours avant les élections. Ironie du sort, sachant que cette manœuvre pourrait être extrêmement dangereuse pour la stabilité du pays? Le Venezuela, décidément, est le pays de tous les possibles.



le mécontentement de la population face aux politiques néfastes du gouvernement vénézuélien se manifeste à travers des centaines de mobilisations tous les ans, malgré le risque de la répression.

décennies. Rendu responsable, par la population, d'une pauvreté généralisée qui dépasse les 80 % des Vénézuéliens, d'une chute du salaire minimum à moins de 4 dollars par mois, de l'exode de presque huit millions d'habitants (plus du quart de la population totale) en dehors de leurs frontières (et donc du déclin de millions de familles vénézuéliennes),



la destruction de tous les services publics au Venezuela est générale et touche aussi bien l'eau, que l'électricité, le gaz, les transports, la santé et l'éducation.

de la destruction totale de l'appareil productif et des services publics, notamment de l'éducation et de la santé, des inégalités sociales entre une immense majorité de la population appauvrie et une infime minorité de privilégiés du régime vivant dans une obscène opulence, et finalement d'un niveau illimité de répression et de corruption, le gouvernement de Maduro reçoit un rejet estimé à plus de 80 % de l'opinion publique. Autrement dit, dans de telles circonstances il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, à l'équipe maduriste du parti au pouvoir (le Parti Socialiste Uni du Venezuela-PSUV) de remporter les élections présidentielles anticipées prévues pour le 28 juillet prochain.

Quelles alternatives reste-t-il donc au gouvernement vénézuélien pour pouvoir se maintenir au pouvoir et, ainsi, éviter de comparaître devant les tribunaux internationaux pour crimes contre l'humanité ? Seules deux options s'offrent à Maduro: la suspension des élections ou une fraude massive. La première a été longtemps caressée par les stratégies machiavé-



ANIMATION

Folklore argentin et tango font vibrer la peña d'INCA

LA CHAPELLE-SAINT-LUC Dernièrement, la traditionnelle peña de l'association humanitaire a fait le plein et mis l'ambiance à l'espace Didier-Bienaimé.



Le talent, le style et l'élégance des danseurs Fatma Oussaili et Patrice Messirel ont contribué à la réussite de la soirée.

CLAUDETTE MOREL

L'association humanitaire INCA (Information et culture d'Amérique latine) a organisé sa traditionnelle peña à l'espace Didier-Bienaimé, soirée-cabaret où alternent prestations artistiques et dégustation de mets latino-américains, lesquels sont élaborés par les bénévoles de l'association. Deux pays étaient à l'honneur, l'Ar-

gentine pour la culture et le Mexique pour la partie culinaire. Un large public, dont de nombreux nouveaux adeptes, s'est laissé séduire par le talent du duo Ana Turica-Germán Doncel au travers de chansons du nouveau folklore argentin. Ces artistes ouverts et généreux ont tenu à clôturer leur tour de chant en se faisant accompagner par la chorale locale Chœur d'Inca.

Mais l'Argentine sans le tango, ce

n'est pas l'Argentine. Aussi, le guitariste Diego Trosman et le bandoniste Facundo Torres ont offert en seconde partie de la soirée un récital dispensant leur virtuosité sur ce rythme mais également par l'exécution de milongas et de valse, tandis que les danseurs de tango Fatma Oussaili et Patrice Messirel ont offert une prestation alliant élégance et style.

PLUSIEURS ÉVÉNEMENTS POUR LES 40 ANS DE L'ASSOCIATION

La soirée fut très réussie et permet à INCA de poursuivre son action solidaire sans le moindre intermédiaire au profit de populations soumise à dure épreuve, essentiellement enfantines.

En octobre prochain, INCA célébrera son quarantième anniversaire avec notamment la venue de Federico Chipana, animateur d'un centre social de la ville d'El Alto en Bolivie, une exposition des toiles du peintre bolivien Roberto Mamani Mamani, la participation - à confirmer - de l'écrivaine Verónica Estay Sotango, autrice de *Survivre à la survie - Chili, une mémoire déchirée*, pour évoquer les affres de l'exilé, et d'autres manifestations qui seront dévoilées en temps utile. ■



Les chanteuses ont émerveillé les participants.

AIX-VILLEMAUR-PÂLIS

À la découverte de la musique argentine

Xavier Pujol, président de la MJC-MPT, accueillait vendredi dernier, dans la grande salle, le duo argentin Turica-Doncel qui, depuis 2015, réalise tous les ans une tournée de quelques mois en Europe. Les spectateurs connaissent l'Argentine surtout par le football et un peu par le rugby. Sur le plan musical, plutôt habitué aux airs de tango, qui a ses lettres de noblesse, et qu'ASTOR Piazzolla a sublimé, le public est venu nombreux pour découvrir les différentes facettes de cette musique, à tel point qu'il a fallu rajouter des chaises.

Des chants empreints de nostalgie, du travailleur loin de chez lui, qui pense à sa maison, à des chants plus festifs, les artistes ont conquis les auditeurs qui ont participé totalement au spectacle (tous les âges étaient représentés). Les interprètes ont mis en exergue la grandeur et la variété de la musique. La voix de la chanteuse a su exprimer toute la beauté et la richesse de la langue



Un duo qui a séduit le public grâce à son talent et sa gentillesse.

espagnole, douloureuse parfois mais sans mièvrerie, fière sans arrogance, sensuelle sans vulgarité, tout en mettant en évidence les particularités vocales argentines. La MJC a offert le spectacle, la municipalité représentée par Gérard Rousselot, maire adjoint délégué à la culture, a offert la collation en fin de spectacle. ■

Retour sur nos activités musicales de ces derniers mois à travers la presse locale

ANNIVERSAIRE

Artisans du monde au service du commerce équitable



Par la fête et les animations, l'association cinquantenaire a souhaité sensibiliser les curieux au commerce équitable.

SARAH LAVOINE

L'appel à la solidarité internationale de l'abbé Pierre en 1971 continue de se faire entendre. Cinquante ans après la création de la première boutique d'Artisans du monde, à Paris en 1974, et vingt-sept ans après celle de Troyes - qui est entièrement tenue par des bénévoles -, l'association vouée au commerce équitable sur tous les plans a fêté son anniversaire place de la Libération dans la capitale auboise. « C'est important pour nous de réaffirmer ce développement soutenable, car ça veut dire justice sociale, justice environnementale, justice économique. On défend la dignité humaine, et une consommation responsable », explique Caroline Autier, bénévole depuis plus de cinq ans. À cette occasion, Artisans du monde a proposé un déjeuner solidaire, des jeux, ainsi qu'un défilé de robes faites en matériaux de récu-

pération, et des chants d'Amérique latine ont été entonnés, attirant les regards de plusieurs passants curieux.

Un événement qui permet donc de connaître Artisans du monde, association souvent méconnue, et par la même occasion « des produits fabriqués dans d'autres pays, tout en faisant payer des prix corrects » et soutenir les producteurs, selon Anna Zajac, élue de l'opposition à la mairie de Troyes, et vice-présidente du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). « Cela permet à ces gens de rester dans leur pays, d'y vivre, d'y travailler, de développer leur village aussi », sourit-elle. Artisans du monde propose des produits provenant de plus de 40 pays, en direct des producteurs, et qui respectent une charte d'éthique. « Quand on a une rémunération, on a un début d'émancipation, notamment pour les femmes », insiste Caroline Autier. ■

Le musicien argentin

... et à venir

MARTÍN NERI
GUITARIST, COMPOSER AND PERFORMER

se produira au Bar Associatif de Troyes le 11 septembre 2024 à 20h30

